



Le roi Juan Carlos avec le prince héritier, Felipe, recevant Edouard Bailby et Jean-François Revel, au palais de la Zarzuela, près de Madrid.

Le style Juan Carlos

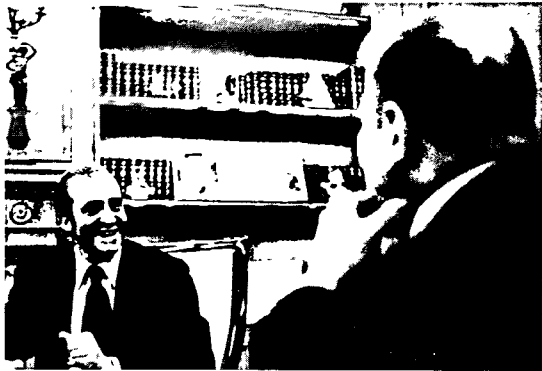
Portrait-interview du roi d'Espagne

Il était déjà roi d'Espagne : 1977 a fait de Juan Carlos I^{er} le roi des Espagnols. On connaissait mal ce géant taciturne, fils de proscrits, ballotté pendant son enfance de palais en résidence. Sur sa tête était tombée, en même temps que la couronne, la pire des malédictions : l'appui de Franco. Certains prévoyaient un régime éclair, des soulèvements, une abdication sans gloire. En quelques mois, Juan Carlos, avec l'appui de son peuple et des partis politiques, a ramené la démocratie. Le Roi s'est appuyé non sur les épées mais sur les libertés. De « Sa Majesté très catholique » il est devenu, dans l'intimité de son cabinet, un monarque qui discute avec Don Felipe (Gonzalès) le socialiste et Don Santiago (Carrillo) le communiste. Pour une grande partie de la jeunesse espagnole, le Roi représente aujourd'hui « le seul vrai démocrate du pays ». A l'échelle de l'Europe et du monde, ce qui se passe à Madrid est gros de signification. Derrière les rencontres Sadate-Begin, il y a d'immenses espoirs. Derrière les accords de Juan Carlos avec l'opposition, il y a déjà des réalités. Jean-François Revel et Edouard Bailby ont rencontré le Roi en audience privée. Les Français ont suivi, sans toujours bien les comprendre, les affaires de leurs voisins du sud. L'Express trace un nouveau portrait de l'Espagne et de son homme tranquille : l'inconnu de la Zarzuela.

« **M**ajesté, croyez-vous que le peuple espagnol soit monarchiste ? » Le Roi éclate de rire. « Pensez-vous que les deux tiers des Espagnols, qui sont nés après la chute de la monarchie, en 1931, soient royalistes ? »

Deux ans après la mort du général Franco, le peuple espagnol ne sait pas encore s'il est monarchiste. Mais, démocrate, il l'est à coup sûr.

Le secrétaire général du Parti communiste, Santiago Carrillo, ne dira pas le contraire. Le 1^{er} octobre, à Madrid, il déclarait dans un meeting : « Je suis républicain. Mais si, au lieu du Roi, nous avions un président de la République, nous n'aurions pu nous rassembler en ces lieux : des coups de feu auraient depuis longtemps éclaté. » Toute l'opposition en est aujourd'hui



Jamais jusqu'ici le roi Juan Carlos n'avait été photographié souriant. Pour Julien Quideau, de L'Express, il a écarté le protocole.

convaincue : « Lorsque la nouvelle Constitution sera votée, l'année prochaine, la monarchie sera librement inscrite dans les textes à une immense majorité. » Le seul problème reste de savoir si elle sera confessionnelle, donc catholique, comme elle le fut toujours dans l'Histoire de l'Espagne, ou laïque, comme il en est fortement question.

Mais, si la monarchie est aujourd'hui bien établie, il y a, de la droite à la gauche, comme une certaine pudeur, de la part des dirigeants politiques espagnols, à parler de la personne du Roi. Leurs critiques s'adressent au gouvernement, aux institutions démocratiques encore mal rodées, mais, sur le Roi, pour ou contre l'homme, pas un mot.

Pourtant, en montant sur le trône voilà deux ans et un mois, le prince Juan Carlos n'avait alors pour soutiens que l'Armée et les franquistes. Son père, le comte de Barcelone, souffrit d'entendre le nouveau roi d'Espagne, petit-fils d'Alphonse XIII, descendant de Louis XIV et des rois catholiques, jurer sur les Evangiles de respecter les principes du *Movimiento*, le parti unique de Franco. Et reconnaître tenir ainsi sa couronne du dictateur défunt.

Un des proches de la famille, haut fonctionnaire espagnol qui avait assisté au baptême de Juan Carlos, en 1938, à Rome, se souvient : « A l'heure même où le Roi prêtait serment, le comte de Barcelone arrivait par le train à Paris. Je l'ai attendu à la gare. Cet homme qui, pendant toute son existence, obligé à l'exil, s'était préparé à monter un jour sur le trône, s'est retrouvé, seul, au milieu de la foule, une valise à la main. » Plus tard, seulement, il accepta de regarder la cérémonie en différé à la télévision.

Le drame a été rude entre le père et le fils. Il atteignit son point culminant lorsque, en 1969, le général Franco prit la décision de choisir

comme successeur, à sa mort, le jeune prince d'Espagne, alors âgé de 31 ans. Le père voulait que le fils refusât. Le roi Juan Carlos ne cache pas que la dissension personnelle et le différend politique entre son père et lui furent profonds, parfois pathétiques. C'est lui qui trancha, puisque, de lui seul, dépendait le refus ou l'acceptation de la proposition. « Nous voulons, tous les deux, œuvrer pour la monarchie, dit-il à son père. Tu es l'héritier légitime de la couronne ; moi, j'ai accepté de tenir ma légitimité du général Franco. Admets les contraintes de l'Histoire : si je ne parviens pas à instaurer une monarchie constitutionnelle, tu seras là pour le faire. » Par là, Juan Carlos révélait déjà son intelligence politique. Pour avoir une chance d'imposer pacifiquement la démocratie après la dictature, il fallait, en quelque sorte, en avoir reçu mission de celle-ci. Juan Carlos le comprit très tôt. Il accepta de commencer par une traversée du désert.



Je n'ai pas hésité : j'ai pris ma décision en quelques heures.

Formé dans les meilleures écoles militaires d'Espagne, soumis à une dure discipline, Juan Carlos resta délibéré dans l'ombre. Jeune homme aux traits sévères, sanglé dans son uniforme militaire, toujours photographié de face, la tête haute, le regard fixe, il évita de trop se compromettre aux côtés du général Franco et des franquistes orthodoxes, bornant ses apparitions en leur compagnie aux exigences protocolaires, évitant de donner à ses gestes la moindre charge émotionnelle. Jamais il ne tendit le bras à la romaine, jamais il ne chanta à haute voix « Cara al sol », « Face au soleil », l'hymne phalangiste. Mais il ne pouvait pas non plus révéler le fond de sa pensée. Il resta de marbre. « J'ai beaucoup souffert », confie-t-il.

Dans les surprises-parties avec les jeunes gens de son âge, durant sa « vie cachée », ses meilleurs amis le lui reprochaient : « Tu ne dis jamais rien ;

parle, exprime-toi. » Chef d'Etat par intérim, pendant la première maladie de Franco, il vécut des semaines angoissantes : le moindre faux pas, la moindre condamnation à mort contresignée de sa main pouvaient mettre en péril sa volonté de rétablir la démocratie. Et, ce n'est que soumis à d'énormes pressions, pendant deux semaines, qu'il accepta, pour la deuxième fois, pendant la longue agonie de Franco, d'assurer de nouveau l'intérim de l'Etat.

Il ne voulait à aucun prix être une « marionnette » entre les mains des hauts dignitaires du régime. Il connaissait les dangers qui le guettaient. Une cérémonie était prévue, le 20 novembre 1975, à la Vallée de los Caidos, près de Madrid, pour l'anniversaire de la mort de José Primo Antonio de Rivera, fondateur de la Phalange. Le Roi ne dut qu'à la mort du général Franco, survenue par hasard à l'aube de ce même jour, de ne pas avoir à présider cette cérémonie qui devait rassembler toute la vieille garde du régime. Pendant son long purgatoire, tout l'incitait à la prudence. Ne disait-on pas qu'Arias Navarro avait fait enregistrer clandestinement des propos privés, politiquement compromettants, tenus par le Prince du vivant de Franco ? Aucune erreur de calcul n'était permise.

« Pour comprendre cette volonté de fer, cette fermeté, explique un de ses amis d'enfance, aujourd'hui banquier, il ne faut pas oublier la rigueur de son éducation, le climat austère dans lequel elle s'est déroulée. » Il raconte à L'Express un détail peu connu.

Juan Carlos avait à peine 10 ans lorsque son père, Don Juan, comte de Barcelone, l'envoya pour la première fois en Espagne. L'ambiance du régime était alors hostile à la famille des Bourbons. Décidés à lui assurer une éducation espagnole, quelques amis se réunirent et installèrent un petit collège privé dans une propriété, une « finca » des environs de Madrid. Huit enfants de la noblesse se joignirent à lui et reçurent de deux professeurs le même enseignement. L'expérience ne dura qu'un an, Juan Carlos se voyant

Même mes meilleurs amis se sont souvent trompés sur mes intentions.





Don Santiago, contez-moi ce qui vous est arrivé à Moscou...

alors contraint de rejoindre son père au Portugal. Trois ans plus tard, il put retourner en Espagne et, cette fois, le collège privé fut installé dans une propriété de Saint-Sébastien, austère, sans chauffage, où les journées étaient faites d'études et d'exercices physiques.

« Juan Carlos vécut comme dans un monastère, coupé du monde extérieur, méprisé par les grands du régime, les petits fonctionnaires. » De cette époque, il a gardé ce caractère introverti, en public. Car, en privé, il est extrêmement chaleureux et ouvert à la plaisanterie. L'année dernière, le Roi a invité ses anciens camarades de collège, accompagnés de leurs épouses, au palais de la Zarzuela. Parmi eux se trouvait un économiste socialiste, rentré d'exil depuis quelques mois à peine.

Mais ces anciens camarades d'étude ne constituent pas pour autant un clan, une « camarilla ». Le Roi a évité jusqu'à présent de se laisser envelopper par un entourage, chamber par un favori, monopoliser par un confident privilégié. Rien, à la Zarzuela, ne donne prise aux ragots du Tout-Madrid ni à l'imagination de la presse spécialisée dans les intrigues et les potins. Elle n'a rien pu trouver qui mette en péril la dignité du rôle que le Roi entend jouer.

Deux de ses meilleurs amis, Manuel Prado, président de la compagnie Iberia, administrateur de nombreuses sociétés, qui l'accompagne dans tous ses déplacements à l'étranger, et Jaime Carvajal, directeur général de la Banque Urquijo, la principale banque privée du pays, ne le voient jamais ensemble. Le Roi les reçoit séparément.

Pas de vie de cour non plus. A des dames de la noblesse, raconte le comte d'Orgaz, un des dix Grands d'Espagne, venues demander à la reine de rétablir les demoiselles d'honneur, les dames de compagnie, les fastes de jadis, enfin, la reine Sophie Doña Sofía répondit par un non poli, mais catégorique. « Elle souhaite pour l'Espagne, affirment ceux qui la connaissent, une monarchie à la scandinave, teintée de social-démocratie. »

Don Juan, le père, aurait certainement rétabli les fastes d'antan s'il était monté sur le trône. Il aurait choisi de s'installer au Palais d'Orient, le majestueux palais royal aux façades blanches de Madrid. Son fils, homme d'une autre génération — il va avoir 40 ans en janvier 1978 — continue de préférer le palais rose de la Zarzuela, ancienne maison de chasse des rois d'Espagne, que lui offrit le général Franco à son mariage, en 1962.

On y accède par une route de campagne, dans la proche banlieue de Madrid. A l'entrée, la Garde royale, mitraille au poing. Le domaine est clos de fil de fer barbelé. La route

goudronnée serpente lentement au milieu des arbres. Par intervalles, des groupes de daims, de biches. Les lieux sont apaisants. Sur une hauteur apparaît le palais, une demeure de taille moyenne plutôt, devant laquelle traînent parfois des bicyclettes et les jouets des trois enfants princiers. Rien de pompeux ni de grandiose. Le protocole y est discret, mais les contrôles sont stricts, lorsqu'on conduit les visiteurs dans le cabinet du Roi, au premier étage.

Par une baie vitrée la vue s'égaré sur le parc. Sur les étagères, des livres d'Histoire, une trentaine de caravelles dorées, copies conformes de celles qui partirent à la conquête des Amériques au xv^e et au xvi^e siècle, un tableau de Salvador Dali, une tapisserie de Goya. Eclectisme décontracté...

Nous sommes à peine installés dans la pièce avec notre hôte que la porte s'ouvre pour laisser passer le prince Felipe, qui aura 10 ans le mois prochain. « Vraiment, dit le Roi, c'est tout à fait par hasard... » Un hasard devenu



Les vieux franquistes ont accepté loyalement les lois de l'Histoire.

une habitude. Tous les jours, vers 17 h 30, l'Infant d'Espagne revient de l'école en compagnie de sa mère. Peu importe les audiences : il entre discrètement dans la pièce et se dirige vers son père pour l'embrasser. Image de famille, paisible, à laquelle le roi Juan Carlos est très attaché. Rares, très rares, sont les repas officiels à la Zarzuela. A peine deux ou quatre amis sont invités, parfois, à partager le dîner de la famille royale.

Juan Carlos ne fait pas le numéro de la « solitude du pouvoir », mais il a su habilement protéger l'indépendance de son pouvoir. Au point de prendre des décisions qui, sur le moment, ne furent comprises par aucun leader politique, mais se révélèrent, avec le temps et le recul, les plus judicieuses possible. Tel fut le cas lorsqu'en juillet 1976, il remplaça le vieux franquiste Arias Navarro, à la tête du gouvernement, par un jeune

franquiste : Adolfo Suárez. Tout le monde devint furieux : la vieille garde et les libéraux. A l'étranger, les opinions, en majorité, interprétèrent à tort cette décision comme le glas des espoirs démocratiques de l'Espagne.

« J'ignorais qu'il fût possible de souffrir autant. Tout le monde était contre moi, raconte-t-il. Un de mes amis d'enfance (il le cite par son prénom) m'a téléphoné le jour même en me disant : « Tu viens de balancer la monarchie par la fenêtre. » En réponse, le Roi lui demanda de lui donner vingt jours pour lui prouver qu'il avait tort. « Même mes meilleurs amis, commente-t-il en riant, se sont souvent trompés sur mes intentions. »

Au bout de vingt jours il y eut la première amnistie, le rétablissement des partis politiques et des syndicats, l'annonce des élections législatives de juin 1977 — les premières depuis quarante et un ans — et le principe posé des autonomies régionales. Sa réussite ? Le roi Juan Carlos l'explique d'abord par la maturité politique et la sagesse du peuple espagnol. A l'égard des vieux franquistes qui se sont opposés, dans les premiers temps, aux réformes, il a ces mots : « Vous savez, ils ont été généreux ; ils ont accepté loyalement les lois de l'Histoire. » Mais le Roi connaît aussi la valeur de l'esprit de décision et de la rapidité d'exécution.

« Tu es un vrai capitaine »

Il nous en raconte lui-même un autre exemple : la crise (à la fin de 1975) du Sahara, alors espagnol : « Chef d'Etat par intérim, je devais aller sur le front reconforter nos troupes, à un moment difficile. Je n'ai pas hésité : j'ai pris ma décision en quelques heures. » Au grand émoi du gouvernement espagnol, qui craignait pour sa vie. « Au Sahara ! Mais vous n'y songez pas ! s'écrient les ministres compétents et le chef d'état-major réunis d'urgence à la Zarzuela. Comment allez-vous faire ? — Très simple, leur répondis-je. Je monte dans un avion et l'avion décolle. »

A son retour, Juan Carlos convoque Arias Navarro et les ministres. « Dans une demi-heure, leur dit-il, le roi Hassan m'appellera au téléphone. » Tout le monde est certain d'un secret entre les deux souverains. « Pas du tout, leur assure Juan Carlos, mais je sais que le roi du Maroc apprécie les capitaines qui, dans le danger, prennent la tête de leur armée. » Quarante minutes plus tard, alors que les ministres présents ne cessent de regarder leurs montres, la sonnerie du téléphone retentit. C'est le roi Hassan : « Bravo, je te félicite d'avoir pris cette initiative ! Tu es un vrai capitaine. »

Rapidité de réaction, esprit de déci-

sion, deux qualités du roi Juan Carlos. Alors prince d'Espagne, il se rendit en voyage officiel aux Etats-Unis et fit, à cette occasion, des déclarations au « Washington Post », qui, si on les relit attentivement aujourd'hui, posaient déjà les prémisses de l'évolution démocratique du pays sous le sceptre de la monarchie. Un journal espagnol en donna, à l'époque, une interprétation audacieuse, dans une traduction en castillan fort large.

A peine est-il arrivé à l'aéroport de Madrid, de bon matin, que des amis avertissent Juan Carlos : « Franco est mécontent. » Sans attendre, le Prince se fait conduire directement au Pardo : « Avez-vous lu les déclarations que j'ai faites à la presse américaine ?

La statue équestre de Franco, dans le centre de Madrid, déboulonnée à la fin de novembre.



demande-t-il au général Franco, en tirant de sa poche le texte anglais de l'interview. Je vais vous les traduire. » Pris de court, impassible, Franco se contente de répondre : « Vous ne pouvez pas dire aux Etats-Unis ce que vous devez dire ici et vous ne devez pas dire en Espagne ce que vous pouvez dire là-bas. » Pas un commentaire de plus. Le dialogue avec le vieux Caudillo était-il toujours aussi bref ? « Non, répond le Roi, j'ai eu plus souvent qu'on ne le croit l'occasion de parler avec lui des problèmes de l'avenir et de lui donner mon avis. » Est-il vrai que Franco lui aurait dit un jour : « Vous ferez une partie de ce que je n'ai pu réaliser » ? Le Roi acquiesce de la tête.

Le Roi sait prêter l'oreille, se montrer ouvert, jovial, plaisantant et riant de bon cœur. « Mais, ajoute tel compagnon de chasse en Afrique, il n'admet point que ceux qui l'approchent aillent trop loin. Beaucoup d'amis de jeunesse qui ont cru pouvoir le faire, parce qu'ils avaient gagné sa confiance, s'en sont repentis par la suite. » Peu lui importe, au demeurant, que ses visiteurs l'appellent « Majestad » ou « Señor », bien que le terme « Majesté » lui semble, comme à tous les Espagnols, trop Bourbon, trop cérémonieux.

« Don Santiago... » Au Palais d'Orient, ouvert aux invités à l'occasion de la visite officielle du président Omar Bongo, du Gabon, le Roi s'approche

Suite page 64

d'un petit groupe. On remarque la présence d'Antonio Fontán, le président du Sénat, de Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste, du Pr Tierno Galván, le président du Parti socialiste populaire. Le président gabonais s'étonne de voir réunis, autour du même verre, dans une cérémonie royale, des hommes aussi différents idéologiquement. Le Roi sourit et se tourne alors vers le leader communiste : « Don Santiago, contez-moi un peu ce qui vous est arrivé à Moscou. » Et, très naturellement, les deux hommes se retirent dans un coin du salon. « Vous imaginez, remarque le sénateur Fontán, Giscard, Mitterrand et Marchais à l'Élysée ? Et le président de la République prenant à part le secrétaire général du P.c.f. pour le faire causer de Brejnev ? »

Ancien recteur de l'université de Pampelune, ancien directeur du quotidien « Madrid », qui fut interdit du vivant de Franco parce qu'il était libéral, le sénateur Fontán reçoit L'Express dans son bureau du Sénat, bâtiment de la première moitié du XIX^e siècle que le général Franco avait cédé au Conseil supérieur du Movimiento. « Le roi Juan Carlos, dit-il, a réussi ce qui paraissait une gageure : arracher l'Espagne à la dialectique infernale de la rupture et du continuisme. Il y est parvenu en provoquant lui-même le changement. »

Qui est antimonarchiste en Espagne ? A la question, le sénateur Fontán répond : « L'extrême droite extraparlamentaire et l'extrême gauche extraparlamentaire. » Et les monarchistes ? « Ils sont encore moins nombreux », assure-t-il.

Le roi Juan Carlos a conduit l'opé-



Le Premier ministre,
M. Adolfo Suárez.

ration avec fermeté, mais dans l'effacement. A aucun moment il n'a cherché à retirer ostensiblement pour lui-même les bénéfices de cette évolution, préférant laisser à son chef de gouvernement, Adolfo Suárez, l'honneur d'en recevoir les lauriers. Quand le Roi ne lui téléphone pas, ce dernier s'inquiète : « Pourquoi ne m'appellez-vous pas ? — Je suis fâché... — Mais pourquoi êtes-vous fâché ? insiste M. Suárez. — Tu te tues au travail, répond le

Roi, tu fais trop de choses à la fois. » C'est que, en effet, à la fois chef de parti et chef du gouvernement, dans une démocratie en chantier, le jeune Suárez chôme encore moins que Barre ou Callaghan.

Juan Carlos I^{er} a eu l'habileté de s'entourer d'hommes de son âge, prêts à façonner, avec lui, le visage de la monarchie démocratique. « J'avais une idée générale de l'avenir de l'Espagne en montant sur le trône, admet-il, mais je n'avais pas, je ne pouvais pas avoir de plan rigide, préétabli. »

Les évidences simples

Avant de se rendre, le mois dernier, aux Etats-Unis, Santiago Carrillo téléphone au Palais : « Majesté, pourriez-vous me recevoir à la Zarzuela ? — Don Santiago, personnellement, cela ne me dérangerait pas, mais... » Le chef du Parti communiste espagnol a finalement été reçu pendant une heure et demie par le Roi, mais... à son retour d'Amérique, et en audience privée (c'est-à-dire qu'il n'a rien dû révéler de la conversation).

Quelle impression laisse la personnalité de Juan Carlos et dans quelle mesure peut-on expliquer par cette personnalité sa réussite politique ? Cette impression peut se résumer ainsi : tout en étant chef d'Etat, il juge et parle de la situation politique comme pourrait le faire un particulier. Son premier mouvement est toujours de se demander : « Comment comprendre l'événement ? » Et non point « Que vais-je devenir ? » ou « Que va-t-on penser de moi ? » Il voit les évidences simples qui sautent aux yeux des particuliers et, d'ordinaire, sont voilées aux yeux des hommes publics par des calculs professionnels. Rien de sentencieux, chez lui, ou de prétendument « bien informé » qui transcenderait la science du commun des mortels. Il sait très bien que la politique porte d'abord sur les choses que tout le monde connaît.

Mais, celles-là, il les connaît vraiment. Aucun Espagnol n'a reçu les confidences d'autant d'autres Espagnols. Pendant qu'il était prince d'Espagne, il a reçu des milliers de compatriotes et, se trouvant dans l'impossibilité de parler librement lui-même, il écoutait. Aucun chef d'Etat n'a une telle vision concrète des pays étrangers et des questions internationales, aucun n'a autant voyagé durant ses années de formation. Quel autre parle couramment cinq langues ?

Jugeant l'Espagne à la fois du dedans et de dehors, il a su en aborder les problèmes avec un mélange de familiarité et de recul que bien peu de dirigeants possèdent envers leur propre pays.

EDOUARD BAILBY
et JEAN-FRANÇOIS REVEL
Reportage photo Julien Quideau.